

## Calais : désormais l'immigration est la première préoccupation de 38% des Européens et ce que cela change d'un point de vue politique



Devant les considérations d'ordre économique et le chômage, l'enjeu principal pour l'Europe d'après les citoyens sondés par la Commission européenne est la gestion de l'immigration.

Avec Vincent  
Tournier

### **Atlantico : Selon l'Eurobaromètre publié ce 1er août par la Commission européenne, l'immigration est devenue la principale préoccupation des européens (+14 points depuis le dernier sondage: 38%) devant l'économie. Que révèle cette progression dans l'opinion au cours de ces derniers mois ? Quelles sont les craintes ici exprimées par les Européens ?**

**Vincent Tournier :** C'est effectivement un résultat qui interpelle et qui montre toute l'importance que prend l'immigration dans les opinions publiques européennes.

Cela dit, et sans chercher à minimiser cette information, il convient de faire quelques observations. Quand on regarde en détail la question du sondage, on voit que plusieurs réponses concernent l'économie. Or, si l'on additionne les réponses « situation économique » (27%), « chômage » (24%) et « hausse des prix/inflation » (9%), trois réponses qui sont finalement assez proches, on arrive à un total de 60%. Et encore, je laisse de côté les réponses « état des finances publiques » (23%), « impôts » (4%) et « retraites » (4%). Autrement dit, il y a en partie un effet d'optique lié au fait que les réponses sont beaucoup plus détaillées pour l'économie que pour les autres sujets. Les sondés qui choisissent l'immigration sont certes plus nombreux, mais les préoccupations économiques restent nettement prépondérantes en Europe.

Par ailleurs, il faut bien lire la question. On demande ici aux Européens « quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face l'Union européenne actuellement ». La question ne porte donc pas sur les préoccupations personnelles des sondés, mais sur les problèmes auxquels l'Europe est confrontée. Ce n'est pas la même chose. Or, d'un point de vue strictement factuel, les sondés ont raison de choisir l'immigration : il est clair que depuis quelque temps, l'Union est confrontée à un « problème » dans la gestion des migrants au sens où les règles traditionnelles sont inadaptées face à un afflux inattendu de migrants, ce qui a provoqué des désaccords entre les Etats (il a fallu organiser un sommet européen extraordinaire). Les médias ont aussi beaucoup parlé de ce sujet ; ils ont diffusé des images émotionnellement fortes, ce qui a eu tendance à polariser l'attention des citoyens. Les sondés avaient donc ce sujet à l'esprit au moment de répondre.

J'ajoute une dernière remarque. La question portait sur l'Union européenne. Dans le sondage, la même question a été posée au niveau national : « quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face [votre pays] actuellement ». Cette question est intéressante parce qu'elle mesure sans doute mieux les préoccupations des citoyens face à l'immigration. Or, cette fois-

---

ci, les sondés qui citent l'immigration ne sont plus que de 23%. Cela reste un chiffre élevé, qui est même en hausse de 5 points par rapport à l'enquête de novembre 2014, mais on est pratiquement au niveau que la situation économique (21%) et on reste loin derrière le chômage (42%).

Tout cela pour dire qu'il faut rester prudent. Bien sûr, l'immigration est un sujet d'inquiétude pour beaucoup d'Européens, et la brutale inflexion que l'on observe avec le dernier Eurobaromètre illustre certainement une hausse des préoccupations. Mais elle indique surtout que beaucoup d'Européens sont déroutés par la façon dont l'Europe gère le sujet. Comme l'Europe était censée rassurer les citoyens, c'est plutôt un échec de ce point de vue.

### **L'immigration comme préoccupation principale en Europe marque-t-elle les limites de la fameuse formule de James Carvill, conseiller de Bill Clinton, qui pointait la prépondérance de l'économie dans l'approche politique d'aujourd'hui, "It's the economy, stupid !" ? S'agit-il d'un véritable changement de paradigme pour les dirigeants européens ?**

Il faut bien distinguer ce qui relève des préoccupations de l'opinion publique, et ce qui relève des motivations de vote. Le passage de l'un à l'autre n'est pas automatique. Vous pouvez très bien être sensible à un sujet sans que celui-ci détermine votre vote. Par exemple, beaucoup d'électeurs sont sensibles aux questions environnementales, mais ce n'est pas pour autant qu'ils vont voter pour les écologistes, ni même que cette préoccupation leur servira de guide pour faire leur choix. Au moment du vote, les électeurs mettent en balance différentes préoccupations, et certaines de ces préoccupations prennent plus de place que d'autres, comme le chômage.

Cela dit, il y a effectivement une vraie question qui se trouve aujourd'hui posée : c'est de savoir si la question migratoire n'est pas en passe de devenir un facteur structurant au sein l'opinion publique européenne. On sait que c'est déjà le cas en France depuis plusieurs décennies car la France a connu une immigration massive avant les autres pays européens, et ce sujet s'est politisé précocement dans les années 1980 lorsque la gauche a annoncé qu'on ne reviendrait pas en arrière. Cette politisation s'est alors traduite par l'émergence et l'installation durable du Front national dans le système politique. L'immigration est devenue un marqueur idéologique.

A présent, un processus comparable semble se produire dans beaucoup de pays européens, par exemple en Angleterre avec l'UKIP, mais aussi en Finlande, en Suède ou ailleurs. Au Danemark, par exemple, le Parti populaire danois a obtenu 21% des suffrages aux dernières élections législatives, ce qui est énorme. Ces exemples sont intéressants parce que ces pays sont traditionnellement perçus comme ouverts, tolérants, égalitaires et généreux sur les aides sociales. Ils viennent donc relativiser le cas français, où l'on a un peu vite voulu expliquer le vote FN par le seul racisme des Français. Le fait que le message anti-immigration fasse désormais un carton dans d'autres pays devrait inciter les élites européennes à s'interroger davantage sur le bien-fondé du projet immigrationniste qu'elles soutiennent à partir d'une réflexion sommaire, qui a tendance à faire l'impasse sur l'histoire du continent européen. Un autre élément significatif est que, en Europe, les partis dits « populistes » commencent à se rapprocher, notamment en créant un groupe au Parlement européen, ce qui n'avait pas été possible jusqu'à maintenant. Cela peut signifier que, au-delà de leurs spécificités nationales, ces partis relèvent d'une dynamique électorale homogène.

### **Le cas spécifique de Calais entraîne une véritable polarisation du débat politique, aussi bien chez François Hollande que pour David Cameron qui semble défendre une position dure afin de faire face à une opposition virulente sur cette question. S'agit-il simplement de mesures d'affichages ou est-ce le début d'un tournant et d'une réelle prise de conscience quant à l'importance de cet enjeu ?**

Dans ces deux pays, l'immigration est un sujet sensible, mais pas exactement dans les mêmes termes. En France, le président est de gauche et son électorat est favorable à l'immigration. En Angleterre, David Cameron est un conservateur qui est aujourd'hui concurrencé sur sa droite par l'UKIP. Les deux hommes n'ont donc pas les mêmes priorités. David Cameron a intérêt à se montrer actif sur ce sujet, comme il l'a fait durant la dernière campagne législative, ce qui lui a permis de sauver sa majorité. Il doit maintenant entretenir cette mobilisation, ce qu'il fait en annonçant une nouvelle loi sur l'immigration.

A l'inverse, François Hollande a intérêt à en faire le moins possible. Il est d'ailleurs remarquable de voir que, ni François Hollande, ni Manuel Valls ne se sont déplacés à Calais, et qu'aucun d'eux n'a fait de déclaration publique sur ce sujet. C'est le silence radio, avec juste une interview du ministre de l'Intérieur à *La Croix*. Bref, le service minimum. C'est dans ce genre de situation qu'on déplore le manque de pugnacité des journalistes français : on aimerait bien que ceux-ci soient un peu plus offensifs pour obliger les autorités de l'Etat à prendre position. Quelle analyse font-elles de la situation ? Que comptent-elles faire ? Faut-il revoir l'accord du Touquet de 2003, et si oui comment ?

Car sur le terrain, la situation est tout de même inquiétante. Au-delà des drames humains, qui sont déjà un problème en soi, on voit bien que les habitants sont excédés, que la circulation des transports devient difficile et que même les forces de l'ordre ne savent plus quoi faire, surtout si on leur demande d'être efficaces tout en leur interdisant la moindre brutalité. Ce silence radio est logique sur le plan politique, mais il est quand même problématique sur le plan du fonctionnement des institutions démocratiques. Au fond, pour la gauche, c'est un peu le syndrome de Sangatte. Souvenons-nous qu'à l'époque, la gauche au pouvoir avec Lionel Jospin avait également été dans l'incapacité d'agir, justement pour des raisons de tactiques politiques, si bien qu'il avait fallu attendre l'arrivée de Nicolas Sarkozy pour régler le problème, au moins provisoirement. L'immigration est le drame de la gauche car c'est sur cette question qu'elle est le plus tiraillée entre ses valeurs idéologiques et ses préoccupations électorales et gouvernementales, au risque d'être paralysée.